

Rencontre
Ministre des Finances – Groupement socio-professionnels
Douala, Immeuble-Siège du GICAM
02 novembre 2018

Allocution de M. Célestin TAWAMBA
Président du GICAM

**Excellence, Monsieur le Ministre des Finances,
Mesdames et Messieurs,**

Au nom du Conseil exécutif et des membres du GICAM, j'ai l'honneur et le plaisir de vous souhaiter à tous la bienvenue dans cette Salle des conférences André Siaka du siège de notre Groupement, à l'occasion de cette rencontre que le Ministre des Finances a souhaitée avec le secteur privé, et à laquelle nous avons souscrit avec empressement.

Excellence, Monsieur le Ministre,

Permettez-moi d'abord, au nom de toute la Représentation patronale ici présente et de la Chambre de Commerce (CCIMA), de vous exprimer chaleureusement notre gratitude et nos sincères remerciements pour avoir, en dépit d'un calendrier très chargé, pris l'initiative de la présente rencontre, la troisième en l'espace de huit mois seulement en vos qualités de Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, puis de Ministre des Finances.

Excellence Monsieur Le Ministre,

Nous sommes d'autant plus sensibles à votre exceptionnelle disponibilité que les deux objets du présent rendez-vous sont inédits :

D'une part, c'est bien la première fois, dans l'histoire économique du Cameroun, que le Ministre des Finances se déplace en personne à Douala, auprès du secteur privé, pour exposer les grandes orientations du projet de Loi des Finances. C'est un geste fort en direction des entreprises, que nous saluons respectueusement. Vous avez ainsi, Monsieur le Ministre, tenu

l'engagement que vous aviez pris d'associer pleinement à l'avenir le Patronat à l'élaboration des principaux textes dont celui du Projet de Loi de Finances. Vous êtes un homme de parole. Vous faites ce que vous dites et vous dites ce que vous faites. C'est une valeur essentielle du monde de l'entreprise. Les entreprises vous en savent gré. Vous êtes l'Ami des entreprises.

D'autre part, vous êtes venu personnellement prendre part à la présentation des recommandations issues de l'examen des propositions de réformes fiscales et douanières formulées par le GICAM, que vous étiez déjà venu prendre possession personnellement ici même le 28 mai dernier. Il s'agit là aussi d'un acte exceptionnel en réponse à un acte inédit, le projet de réformes fiscales élaboré par le secteur privé camerounais et présenté aux Pouvoirs publics.

En un mot, Monsieur le Ministre, j'ai le devoir de vous dire, au nom de tous : Merci infiniment pour votre constante disponibilité, merci pour votre écoute et votre compréhension, nous sommes particulièrement sensibles à l'intérêt que vous manifestez vis-à-vis du secteur privé !

**Excellence Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,**

Nous en convenons, tout ceci participe de la nécessité pour le MINFI et le secteur privé de relancer de manière efficace et constructive un partenariat mis en veilleuse pendant plusieurs années.

Le 28 mai dernier, lors de la cérémonie de remise officielle des Propositions de Réformes Fiscales du GICAM, nous précisions déjà que : **« Nos propositions restent des propositions, il revient à l'Etat de décider de leur sort »**. Dans la semaine qui avait suivi, vous avez, Monsieur le Ministre, mis sur pied au sein de votre département ministériel, une commission chargée d'examiner nos propositions. Aujourd'hui, nous espérons vivement franchir, avec vous, une nouvelle étape, avec votre intervention de ce jour et les communications qui suivront.

A quelques semaines de l'adoption de la Loi des Finances 2019, je puis vous assurer que votre propos est très attendu du milieu des affaires. Il l'est d'autant plus que, depuis notre dernière rencontre, le moral des chefs d'entreprise s'est affaibli du fait du ralentissement général de l'économie, et en raison entre autres de l'environnement fiscal qui demeure une contrainte majeure telle que nous l'avons décrite dans nos propositions de réformes fiscales.

A cet égard, l'objectif demeure l'avènement d'une fiscalité de développement reposant sur la baisse de la pression fiscale sur les entreprises du secteur formel, l'élargissement de l'assiette fiscale, le rétablissement d'une

relation, voire d'un contrat de confiance entre l'administration fiscalodouanière et le contribuable.

A ces handicaps, viennent s'ajouter :

- La raréfaction des devises préjudiciables au règlement des importations,
- Le tout récent relèvement du taux d'intérêt des appels d'offre (TIAO) de la BEAC, qui pourrait se traduire par une augmentation des taux d'intérêt bancaires,
- l'énorme impact économique de la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui a mis à mal l'économie de ces deux Régions depuis près de deux ans et dont les effets récessifs pointent dans le reste du pays.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le Doing Business 2019 affiche une régression du Cameroun qui passe de la 163^{ème} place à la 166^{ème} place sur 190 quand, dans le même temps, un pays comparable au nôtre comme la Côte d'Ivoire, non seulement gagne 17 places à la 122^{ème} mais figure dans la liste des 10 pays les plus réformateurs. C'est l'occasion de rappeler et de souligner l'urgence qui s'impose d'une réponse à notre demande de réforme du Cameroon Business Forum (CBF).

Excellence Monsieur le Ministre,

Les problèmes sont nombreux mais c'est à dessein que nous nous sommes focalisés sur le volet fiscal. C'est un sujet prioritaire et central pour les entreprises, un élément-clé de l'attrait ou non de l'économie camerounaise et donc de la décision d'investir.

L'esprit d'ouverture qui vous anime emporte notre enthousiasme. Nous saluons cette volonté de ne pas procéder par embuscades dans l'adoption et l'application des lois. Nous ne trouvons pas dans l'ouverture à la concertation que vous pratiquez des signes de faiblesse. Bien au contraire, la marque du pragmatisme, le propre d'un Etat fort. De même, nous notons que les changements que vous avez introduits dès votre arrivée au Ministère des Finances se traduisent par des frémissements positifs dont une plus grande célérité dans l'examen des dossiers des entreprises.

**Excellence Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,**

Mise à rude épreuve sur les fronts des finances publiques, des performances des entreprises, et de l'emploi, notre économie donne des signes d'essoufflement au moment même où les réalités nationale et internationale exigent des entreprises qu'elles se dotent d'un esprit de conquête et d'une volonté de modernisation.

A cet égard, nous continuons de demander une transformation structurelle profonde de notre économie. Et, dans l'urgence, nous en appelons à la prise de mesures de relance économique, à la fois par la consommation et l'investissement.

Une contribution majeure au renforcement des capacités qui sont les nôtres de répondre vite et efficacement aux enjeux et défis qui se posent, réside dans la prise en compte de nos propositions de réformes fiscales, ainsi que dans l'instauration d'un nouveau cadre de concertation et de dialogue entre le Ministère des Finances et le Secteur privé.

Encore une fois, merci à vous, Excellence Monsieur le Ministre,

Et merci à tous pour votre aimable attention.

Célestin TAWAMBA
Président du GICAM